

Colloque CIRIEC 2003 Canada La performance et les impacts économiques et sociaux des entreprises collectives : une question de mesure ?

71^e congrès de l'ACFAS 20 et 21 mai 2003

De la mesure de la richesse économique

*Concepts, mesures et pratiques sociales**

par Jacques Prades

GRESOC-cerises

Université de Toulouse 2 - Le Mirail

* une première version de cette communication a été proposée en débat dans la revue RECMA à P. Viveret qui a décliné l'invitation.

Si le toit d'un congrès réunissant les cents meilleurs économistes mondiaux venait à s'effondrer, cela n'aurait probablement aucune importance sur l'économie, sinon celle de faire progresser le produit intérieur brut en raison des dépenses occasionnées par le transport des victimes.

Anecdote de colloque d'économistes.

Au milieu des années soixante-dix, lors de la mise en place du système élargi de comptabilité nationale, l'INSEE suscita, en France, un large débat sur les indicateurs de richesse. Il s'en suivit une liste de ratios qui devait corriger les ambiguïtés de PIB en vue d'une mesure du bien-être (INSEE, 1977).

Une décennie plus tard, F. Fourquet publiait une histoire d'inspiration Dumézilienne de la comptabilité nationale à partir de l'idée de la volonté de puissance nationale (Fourquet, 1980).

En 1990, le Centre de Prospective Economique organisa à Paris, sous la direction de P. Caspar, (P. Caspar et C. Afriat, 1990) dans les locaux du Ministère de la recherche et de la technologie, un séminaire de recherche de quatorze mois sur le thème d'«une nouvelle approche de l'économie» où étaient discutées les limites des concepts utilisés en économie et les champs d'activité où ces situations limites étaient atteintes.

Plus récemment, J. Gadrey fit un travail remarqué sur la question de la productivité appliquée au domaine des services (J. Gadrey, 1999).

Dans son rapport au secrétariat d'Etat à l'économie solidaire, P. Viveret (Viveret, 2001) condense en un seul document les critiques adressées au concept de productivité et de PIB.

Vu de l'étranger, P-F. Gonod, expert international, prétendait que c'est une particularité française que de réinterroger de manière permanente les concepts du PIB et de la productivité, bien que ce débat ait eu lieu aux Etats-Unis avec moins d'intensité.

Pourquoi ce débat n'avance-t-il pas depuis une génération ?

Nous allons d'abord éclaircir les concepts de productivité et de PIB. Ensuite, nous évoquerons les difficultés que rencontre cette conceptualisation dans des domaines particuliers. Nous tenterons enfin d'expliquer quelques malentendus pour en tirer des conclusions sur l'économie sociale et solidaire.

Produit intérieur brut et productivité, de quoi s'agit-il ?

L'indicateur retenu pour mesurer les richesses matérielles est le PIB qui est égal à la somme des valeurs ajoutées des biens et des services. Le PIB ne considère comptablement les activités que lorsqu'on a recours à un travail rémunéré.

Les jardins potagers, les relations de service et de voisinage, les aides aux ascendants sont autant de relations qui ne trouvent pas de traduction dans la mesure de la richesse puisqu'il s'agit de valeurs d'usage. L'instrument de mesure reflète la primauté de la valeur d'échange sur les autres valeurs et notamment les valeurs domestiques. L. Boltanski et L. Thévenot soulignent que Smith dénonce « *les liens de dépendances personnelles, dans le même mouvement où il expose les bénéfices attendus du lien marchand qu'il présente comme un instrument d'affranchissement des servitudes et de la longue chaîne de subordination reliant les différents êtres* » (p 65). C'est pour cette même raison que le paiement d'un parc métro fait progresser le PIB puisqu'il s'agit dans ce cas de valeur d'échange. Positive ou négative, la nature de l'activité n'a aucune sorte d'importance lorsqu'on compare des valeurs d'échange. Marx disait : « *Il est évident que l'on fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises quand on les échange et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction* » (Capital p 53 t1L1).

Au-delà des produits passant par le marché, il faut ajouter que les services rendus par l'Etat sont évalués au montant du budget alloué dans la comptabilité nationale, depuis 1976.

Pour Marx et les classiques, il n'y a pas d'équivalence entre l'une et l'autre mais pour les néo-classiques, la valeur d'échange dépendant de l'utilité, la valeur d'échange est donc égale à la valeur d'usage [1]. Cette tendance à la « marchandisation » de l'existence tend à l'autonomisation de la sphère économique en soumettant à terme les autres espaces (le social par exemple) à ses propres règles.

La productivité d'un facteur est le rapport entre la quantité d'un bien produit et la quantité de moyens utilisés. Il s'agit de la mesure la plus simple de l'efficacité [2]. Lorsque la quantité de capital est constante et que le progrès technique stagne, l'augmentation de la production est le fruit soit d'une intensité en travail plus forte, soit d'une augmentation de la quantité du travail. Dans ce dernier cas, il n'y a pas de progression de la productivité. Pour simplifier, concernant l'intensité en travail, elle résulte soit des fameux « tours de main » de l'artisan lorsque l'activité est individuelle, soit de formes d'organisation lorsque le travail est collectif. C'est dans ce dernier cas que gît toute la question du travail collectif que Proudhon avait admirablement bien illustré à partir de l'obélisque de Luqsor (Prades, 1991) [3]. C'est dire que le concept de productivité est d'un grand intérêt théorique, s'il est manié avec un peu de prudence.

Par exemple, l'école française de la régulation (Boyer, 1986) a cherché à montrer que c'est l'effondrement de la productivité dans les années soixante-dix qui a été la cause du ralentissement de la croissance que nous avons connu ensuite.

Plus récemment, on a expliqué l'évolution du sous-emploi (Freeman, 1989) par le fait que la productivité consécutive à la multiplication des innovations de procédé et d'organisation du travail était supérieure aux taux de croissance induits par les innovations de produits. La thèse n'est pas absurde et le thermomètre mesure bien une certaine réalité.

Mais c'est également ce que cherchait à décrire J. Schumpeter à travers l'innovation lorsqu'il disait qu'il y a innovation lorsqu'il y a établissement d'une nouvelle fonction de production (1939), c'est-à-dire qu'une même combinaison de ressources permet d'obtenir une valeur supérieure.

Quelques difficultés certaines

Il reste certes quelques problèmes. Parmi ceux-ci, on peut noter le choix de l'unité d'œuvre dans les services et la difficulté d'une quelconque mesure de l'efficacité dans le domaine du social, c'est-à-dire de la réparation.

Ainsi, le choix de l'unité d'œuvre de mesure de la productivité est toujours une approximation : à la Sécurité Sociale, on utilise « le décompte », c'est-à-dire le nombre d'ordonnance effectué par chaque agent ; il s'agit d'une moyenne qui par la loi de grand nombre doit corriger les disparités entre les décomptes. Dans les services de nettoyage de vêtements, « la pièce » est l'unité retenue ; le choix du tissu et la nature des tâches modifie le temps moyen affecté à chaque objet. En cabinet comptable, « l'écriture » est l'unité d'œuvre mais selon la nature de l'activité, les écritures sont plus ou moins complexes.

Cette difficulté de choix d'unité d'œuvre traduit la nature polymorphe des services au regard des objets matériels standardisés provenant du secteur secondaire taylorisé

Mais cette opposition est moins triviale qu'elle ne paraît à première vue car la question de savoir si nous entrons dans une société post-moderne, où les services deviendraient dominants est difficile à traiter (J.Prades, 2001a, 2001b). Rapidement évoqué, on a autant d'arguments pour montrer que les services s'industrialisent que pour montrer que la société est en train de se tertiariser. Autant d'arguments pour montrer que l'emploi émane du secteur des services que de montrer que plus de la moitié des emplois créés dans les services sont dédiés à l'industrie, que l'industrie s'est fortement externalisée ou a délocalisé ses activités productives. Peu d'arguments vont à l'encontre du fait que l'industrie concentre l'essentiel de la recherche-développement, qu'elle est la source des modèles d'organisation du travail et que la productivité est, contrairement à une idée courante, toujours plus importante dans l'industrie que dans les autres secteurs y compris dans celui des hautes technologies (P. Krugman, 1994).

L'arrivée des nouvelles technologies, par les gains de productivité qu'elle permet, a tendance à faire baisser le nombre d'emplois lorsque les produits et les services qui en sont issues se substituent aux anciens produits. En terme d'organisation du travail, les technologies informationnelles sont autant la possibilité de mettre en œuvre de nouvelles formes d'organisation (les groupements d'employeurs entre pays) que l'occasion de maintenir des bureaucraties par un habillage moderniste. En terme de dépense d'énergie, il n'y a pas substitution de l'information à la matière comme chacun peut le constater en regardant les données statistiques de l'évolution de la consommation des matières premières.

Appliqué à certaines situations, particulièrement le domaine de la santé et de l'écologie, on sait les ambiguïtés auxquelles peut aboutir le calcul de la productivité. Ainsi, mesurer la qualité des soins par la croissance des dépenses de santé est énigmatique. Les homéopathes nous rappellent que dans la Chine ancienne, le médecin n'était payé que lorsque que la population était en bonne

santé et que lorsque quelqu'un était malade, il suspendait sa rémunération au médecin tant que celui-ci ne l'avait pas remis sur pied. Mais là encore, c'est tout le système de santé qui est malade en France et qui est inflationniste, ce n'est pas sa mesure. Ce qu'il faut briser, c'est cette association entre la sécurité sociale et la médecine ambulatoire et l'hôpital qui font que le médecin « libéral » a le droit de prélever personnellement des sommes qui appartiennent à la collectivité et l'hôpital le droit de dépenser sans compter l'argent du contribuable. « *Il n'y a qu'un seul gagnant, dit P. Viveret, c'est le PIB !* » Mais qui est le PIB ? Derrière la progression du PIB, il a des intérêts pharmaceutiques, des médecins en surnombre, une mutualité qui a suivi cette évolution sous le prétexte du droit à la couverture sociale.

Changeons l'état des forces en présence, les dépenses seront freinées et le PIB progressera moins rapidement. En revanche, rien n'aura changé au sens et à la signification que l'on donne à l'association « santé-dépense ». Or, c'est évidemment là que nous devrions l'ouvrir. Pour autant, et c'est en ce sens que la relation est énigmatique, on ne peut pas prétendre que moins on dépense en matière de santé et plus on est en bonne santé, comme en témoigne la situation des pays pauvres.

Les partisans du « mauvais thermomètre » doivent pousser leur raisonnement plus loin : si le thermomètre du PIB ne révèle pas la situation que nous venons de décrire, plusieurs cas se présentent : faut-il changer les graduations, ce qui reviendrait à témoigner d'une réalité autre : quelle tête ferions-nous si le thermomètre nous indiquait qu'il fait très beau quand la pluie tombe ? Penser que le thermomètre a de trop larges graduations invite à passer du modèle à la monographie ou de l'enquête, l'indicateur ne gênant en rien d'autres approches. Donner un autre nom aux choses reviendrait à nommer le balayeur des rues un technicien du sol. La seule idée qui tienne chez les tenants « du mauvais thermomètre » est que la réalité est fabriquée par les concepts. Curieuse prétention des intellectuels : si les cents meilleurs économistes internationaux, réunis en colloque, venaient à disparaître sous l'effondrement du plafond, que se passerait-il ? A notre avis, rien. L'économie n'en serait nullement affectée, sinon par une croissance du PIB liée justement à la progression des dépenses de soins prodigués !

Cette image est riche d'enseignements :

- les idées, théorisations n'ont pas de lien direct avec la réalité sociale et il ne suffit pas de dire qu'il y a interaction pour régler la question ; Pourquoi les intellectuels croient-ils que les concepts qu'ils élaborent sont à ce point déterminant ?

- la qualité du discours des économistes n'est pas en cause, autrement dit le bien et le mal n'ont aucune sorte d'importance sur la valeur d'échange ;
- ce qui explique qu'on croit à la nouveauté du débat vient de la proximité de marchandisation de la vie intime qui invite à une répulsion du système en entier.

Au terme de ce tour d'horizon, il apparaît que le PIB et la productivité ne sont pas des aussi mauvais indicateurs de la richesse matérielle et que la société des services n'est pas aussi étrangère à cette recherche de croissance.

Le fond du débat

Ces contributions ont le mérite de clarifier les termes du débat qui nous intéressent :

- « Produit intérieur brut » et « productivité du travail » ne sont pas des concepts universels qui auraient traversé toutes les sociétés humaines ; il s'agit de catégories créées au 18^è me siècle en Occident sous diverses appellations (forces productives, productivités marginales, etc) et formalisées après la seconde guerre mondiale (J.Prades, 2001).
- Aujourd'hui , ces concepts ne permettent pas de comprendre un grand nombre de logiques sociales; il est fort probable qu'une large partie des pratiques africaines et indiennes ne sont pas pensables dans ces catégories.
- La mesure de la richesse des hommes en Occident par ces concepts est incomplètes, tant beaucoup d'activités sont laissés de côté : don, activités domestiques, etc.
- Chaque unité d'oeuvre est soumise à quelques réserves mais à la sécurité sociale, dans un pressing ou en cabinet comptable, on court bien après la vitesse d'exécution des tâches, soit la productivité Pourquoi court-on après cette productivité ? en raison de la concurrence. En effet, en augmentant la productivité, on diminue les coûts, on élargit la base de la demande et on accroît le chiffre d'affaire et donc le PIB.

Le PIB et la productivité sont des instruments de mesure d'une richesse matérielle fondée sur l'accumulation de valeurs d'échange. Si les économistes mesurent ainsi une petite partie de la richesse sociale, celle qui est matérielle, marchande et non-marchande, il n'y a pas de mal. S'ils réservent cette mesure aux pays riches, c'est-à-dire ceux pour qui le marché est dominant, ils limitent les difficultés. La richesse d'une société englobe et dépasse de loin la somme de ces valeurs d'échange, même si dans notre société, elle est essentielle.

Mais s'ils considèrent que la valeur d'usage née de l'utilité des agents fonde la valeur d'échange qui lui est donc égale, alors, ils estiment que toutes les valeurs sont marchandes ou plus exactement qu'il n'y a de valeur que dans la marchandise. Et c'est bien cela que dévoile la marchandisation du monde, que ce soit la location d'une grand-mère ou la création d'un marché d'assurance-vie de malade atteint du sida ; ils témoignent de l'extrême ténacité du mobile de l'argent dans les conduites sociales.

Le PIB comme mesure de la richesse (comment mesurer ce que je possède) n'est pas semblable à la signification de cette mesure (pourquoi cherchons-nous à posséder, quelle signification cela a-t-il ?). Dans le premier cas, sa mesure est globalement satisfaisante alors que dans le deuxième cas, on peut dire que sa signification témoigne de la société salariale dans laquelle elle s'inscrit. Le PIB et la productivité sont donc moins de mauvaises mesures de la production de richesses que de bonnes mesures d'une manière absurde de produire des richesses et que cette manière absurde n'a pas changé avec le soi-disant venue des services.

En conclusion, l'histoire d'un concept est celle d'un double mouvement : en amont, la volonté de chercheurs, de technocrates, de scientifiques de produire un nouveau découpage de la réalité ; en aval, la volonté des acteurs de se reconnaître dans le découpage ainsi créé. La convergence de ces deux mouvements produit le concept qui se nourrit de réalité. L'hypothèse que nous avançons est que si ce débat n'avance pas, c'est parce que les acteurs ne sont pas au rendez-vous. La tendance de la société vers une marchandisation du monde est plus forte que les oppositions qui s'y déploient et qui ne menacent pas le couple marché-Etat.

Que conclure de ce débat sur l'économie sociale et solidaire ?

L'autonomisation de l'économie dégagée par K. Polanyi se traduit par la délimitation d'un champ d'activité particulier dans l'activité sociale et d'un mobile qui lui est propre. Il s'agit d'activité de production, de consommation et de répartition de biens et de services dont le mobile est la maximisation sous contraintes. Il n'en est pas de même avec l'économie sociale et solidaire : si on peut dégager des structures qui relèvent de ce champ d'activités sans trop de difficulté (J. Prades, 2003), il est plus difficile de déceler un mobile économique alternatif.

Les expériences des crèches parentales et de régies de quartiers en France, des centres et des développements communautaires au Québec, des micro-financements en Italie sont soutenus par des mouvements sociaux (on peut dire

qu'il s'agit d'innovation sociale), souvent en lutte contre des structures même du capitalisme . Lorsque ce soutien social se fragilise, soit les structures déclinent, soit elles sont institutionnalisées par l'Etat (on peut dire qu'il s'agit d'innovations institutionnelles). Dans ce cas, ces innovations prennent la forme soit de gestion associative des politiques publiques ou de nouvelles formes entrepreneuriales. C'est dire autrement que le mobile qui le soutient est politique mais il n'est pas économique. D'où la difficulté de montrer le caractère alternatif de ces pratiques économiques au regard du libéralisme économique et sa plus grande difficulté à user de critères économiques qui lui soient propres (le bilan social ou social).

En conclusion, la question qui nous est posée est double :

- déplacer le débat de la mauvaise évaluation d'un état comptaible caché vers celui d'un processus économique hésitant qu'on cherche à faire émerger. Il s'agit non pas de mesurer nouvellement une situation donnée que de faire émerger dans la réalité des processus nouveaux. Il ne s'agit plus de replâtrer une nouvelle fois en partant des moyens disponibles mais de partir du but à atteindre en considérant les changements à réaliser. Ce serait la production de ces buts nouveaux à imaginer qui constituerait la véritable richesse.

- répondre à l'alternative suivante : faut-il penser l'activité économique comme un domaine séparé produisant de la valeur d'échange libérant du temps aux valeurs d'usage qui seraient notre véritable richesse ou bien s'agit-il de défendre une société où la séparation entre l'économique et le social doivent s'effacer au profit d'une convivialité plus lente gommant tout critère d'efficacité, autrement dit dissoudre l'économique dans la société ?

Bibliographie

R. Boyer(1986) La théorie de la régulation, une analyse critique, La Découverte,

F. Fourquet(1980) Les comptes de la puissance, Editions Recherches, collection Encres

P. Caspar et C. Afriat (1990); Ronéotypé séminaire « Pour une autre économie »

J. Gadrey, (1998) La productivité dans les services, Desclée De Brouwer

P R. Krigman (1994), Foreign Affairs, july-august

S. Latouche in J.Prades (1997) B Charbonneau une vie entière à dénoncer la grande imposture, ERES

P. Lorino (1989) L'économiste et le manager, La Découverte

B. Maris (1989) Qu'est-ce que l'efficacité ? in J. Prades, B. Charbonneau, ERES

J. Prades (1991), ronéotypé ALDEA-CPE séminaire Ministère de la Recherche, Paris

J. Prades (2001b), L'homo 'conomicus et la déraison scientifique, L'Harmattan

J. Prades, (2001c) Quel est l'avenir de l'économie solidaire ? RECMA n° 281

J. Prades (2003 a) Une coupe transversale de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées. RERU n° 3

P. Viveret (2001) Rapport d'étape de la mission « Nouveaux facteurs de richesse » Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire.

J-M Harribey (2002) L'économie sociale et solidaire, un projet politique Mouvements n° 19

J. Schumpeter(1939) Business Cycles, Mc Graw-Hill Book Cy, London

[1] J-M Harribey a très bien vu cela (Harribey, 2002).

[2] L'équilibre général de Pareto suppose des hypothèses assez fortes posées par Debreu (1956) ; il a été depuis fortement contesté par Sonnenschein et Debreu (1989) ; aujourd'hui, il n'y a plus de théorie générale mais une suite de résultats sur des équilibres partiels. Voir B. Maris, Qu'est-ce que l'efficacité in J. Prades (1997)

[3] L'image de Proudhon est la suivante : « *Deux cents grenadiers ont en quelques heures dressé l'obélisque de Luqsor sur sa base ; suppose-t-on qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout ? cependant, la dépense du capitaliste, la somme de salaire eût été la même dans les deux cas, il s'adjuge le bénéfice de la force collective* » (Proudhon, Œuvres choisies, Gallimard, 1967).